

les cahiers
de
cap-rouge



vol. 11 / no 4 - 1983

LE QUEBEC, UNE SOCIÉTÉ REFROIDIE?

jean-louis roy

Le 27 novembre 1983, Monsieur Jean-Louis Roy du Devoir, était l'invité d'une des "Soirées de Cap-Rouge" organisées par l'Association des professeurs du Campus. A noter que le conférencier parlait sans texte, à partir de notes personnelles. Avec son autorisation, nous retranscrivons, ici, l'enregistrement de sa communication.

Je suis très heureux d'être avec vous; il m'arrive d'avoir un peu de nostalgie pour les milieux comme le vôtre, les milieux d'enseignement où j'ai été pendant fort longtemps, comme on vous l'a dit, et où j'ai été fort heureux.

Je ne suis pas ce ceux qui quittent l'enseignement et qui se promènent ensuite dans le vaste monde en racontant que, dans ce petit monde-là, on ne travaille pas. Moi, j'ai travaillé dans l'enseignement; pas simplement à l'Université; j'ai enseigné au secondaire, j'ai enseigné au collégial comme au niveau universitaire. Je n'ai jamais tant travaillé dans ma vie que quand j'ai été dans l'enseignement.

Je continue à croire - et ça me fait plaisir de le dire dans une maison comme la vôtre dont la renommée est grande - que ces fonctions d'enseignement, ces fonctions de recherche demeurent essentielles et fondamentales.

Je n'ai pas l'intention de vous faire une grande conférence classique, toute bien cuisinée à l'avance, mais d'utiliser quelques notes que j'ai apportées pour essayer de répondre à la question qu'on m'a posée et qui n'est pas simple: "Est-ce que nous sommes dans une société refroidie?"

Je suis allé voir au dictionnaire ce que voulait dire ce dernier mot. On fait toujours des découvertes étonnantes dans le dictionnaire. "Refroidir", ça veut dire "rendre plus froid"; dans un premier sens. Dans un deuxième sens, ça veut dire: "Diminuer son ardeur, sa bonne volonté"; et dans un troisième sens, ça veut dire "assassiner". Donc, c'est une question importante!

Est-ce que nous sommes une société qui est en train d'être sans ardeur, d'être en déficit de bonne volonté? Plus durement, plus fondamentalement, sommes-nous une société où, quelque part, on est en train d'assassiner?

J'ai pris l'habitude de toujours commencer les conférences ou les exposés que je fais en rappelant une expérience absolument bouleversante que j'ai eu la chance de vivre; toute simple, mais en même temps tout à fait bouleversante.

Je vais vous demander un effort d'imagination de quinze secondes pour me suivre ce 21 mars 1981 à Place Desjardins. C'est une journée d'hiver un peu chaude, la neige glisse lentement et coule sur les grandes surfaces de verre. Fin de journée, fin de la soirée des affaires de ce jeudi. Les boutiques ferment les unes après les autres, mais la Place reste pleine de monde, de vie, pleine d'activités. J'y étais avec mes enfants. Tranquillement je m'approche pour essayer de voir ce qui se passait. On se rend compte qu'il y a là,

comme ça se produit souvent, un spectacle. On reste un moment pour se rendre compte que toute cette foule se réfugiait dans le silence et que des jeunes de dix à vingt ans environ font pendant une heure trente minutes de la danse, jouent des instruments de musique, font des improvisations de mimes (ce qui n'est pas encore bien extraordinaire, n'est-ce-pas?) La foule s'amuse beaucoup dans un premier temps; puis, dans un deuxième temps, elle rit jaune, comme on dit dans mon pays, la Beauce; elle se replie un peu dans l'émotion. Vous me direz: Mais qu'est-ce que ce spectacle avait de spécial? Eh bien, tous les jeunes qui le font, une quarantaine, sont tous sourds et muets!

Et voilà que pendant deux heures ces jeunes personnes handicapées, invitées en quelque sorte par les hasards de la nature, à se réfugier dans le silence, à se sentir isolées par leur affligeante limite, font surgir de leur silence, pour le plaisir de centaines de personnes autour d'elles, la musique de Bach, les rythmes de la musique noire américaine, les personnages loufoques du cirque et de la grande tradition du rire, qu'elles amènent cette foule à crouler littéralement sous le rire à un moment donné, ou à se figer d'émotion.

Eh bien, ça me donne encore à penser, près de trois ans plus tard; ça me donne encore à penser sur la qualité de l'usage que nous faisons de nos propres ressources. De voir des jeunes de cet âge, littéralement affligés, profondément affligés, sortir publiquement de leur mutisme pour nous donner ce spectacle m'a convaincu qu'il n'est ni nécessaire ni évident qu'il faille tout refuser. Entre ces deux attitudes: subir ou refuser, ces jeunes proposaient, sans le savoir, un autre terme, une autre terrain de vie, un autre terrain d'action; ils nous invitaient à croire au dynamisme extraordinaire des personnes, dont ils faisaient la preuve, et aussi, bien sûr, au dynamisme du milieu.

Mais je ne suis pas venu ici pour vous raconter une série d'anecdotes, quoique je tiens beaucoup à celle-là; je la trouve extraordinaire. Je vais cependant vous en raconter une autre avant de devenir très sérieux.

En 1982, j'ai eu le privilège, grâce au métier que je fais, de me retrouver au bout du monde, à Bamako, dans la capitale du Mali, où sont accumulés tous les déficits imaginables, selon nos standards à nous, au point de vue de l'hygiène, au point de vue de la santé, au point de vue de l'éducation, au point de vue de toutes les ressources prises les unes après les autres. On nous fait visiter le centre d'informatique de la ville de Bamako. Or, vous sortez d'une ville qui n'a pas d'égoût, qui n'a pas de système scolaire, qui n'a pas de système sanitaire organisé et vous entrez dans un édifice moderne comme celui-ci où sont des équipements les plus exceptionnels, les plus à point. Et savez-vous ce qu'on est en train de faire? On est en train de faire, à Bamako, en juin 1982, le cadastre, le recensement de cette ville.

Mais toutes les capitales, toutes les villes ont un cadastre, et on fait le recensement depuis longtemps! Dans le cas de Bamako, on le faisait pour la première fois et ce qui se produisait était une affaire absolument invraisemblable. On fixait sur écran les noms portés par des hommes et par des femmes depuis des générations et qui n'avaient jamais été écrits. Des noms étaient écrits pour la première fois (d'ailleurs il y avait toute une équipe qui cherchait comment formuler certains noms de personnes) et ces noms étaient immédiatement mis sur écran cathodique! On passait de la tradition orale à l'informatique.

On passait, dans certains quartiers de cette ville, du nomadisme à l'informatique. On

passait du spiritisme à l'informatique, tout de go, simplement et, apparemment, sans de très grandes difficultés. Sauf que les gens qui faisaient cela avaient la moitié de la scolarité des plus jeunes étudiants qui sont dans cette salle. Après le primaire et le secondaire, on les avait initiés un peu à cette technique nouvelle. Leur enthousiasme extraordinaire, étonnant pour nous qui sommes tous des habitués à voir fonctionner les choses et à ne plus nous emballer devant les choses emballantes, était total. Il faut faire ça avant de faire des écoles: il faut savoir combien il y a d'enfants qui ont tel âge, combien il y a de gens dans tel quartier. Vous avez très bien compris la logique de ce qu'ils étaient en train de faire en fonction du développement. Je vous dirai que le maire de cette ville, qui est un colonel, nous a dit, le soir: "on va faire tout ce qu'ils vous ont dit, mais on va aussi les taxer à partir de ce cadastre ou à partir de ces nouvelles listes."

Tout ça pour arriver à la question centrale que vous m'avez posée; lorsque nous avons la chance de voir des gens croire en quelque chose, faire quelque chose, il faut le noter. Tout ça pour dire que, malgré les propos, peut-être un peu pessimistes, qui pourront paraître à travers tout ce que je dirai, il y a partout dans le monde: chez nous, nos jeunes amis sourds et muets dont j'ai parlé tout à l'heure; à Bamako, nos autres amis qui font pour la première fois le cadastre de leur ville, il y a partout des gens qui, eux, ne se refroidissent pas. Il y a partout des gens qui croient qu'il vaut encore la peine d'investir dans la société, d'y mettre ardeur, bonne volonté, d'y ajouter un surplus de vie: toutes définitions qui sont contraires à la notion de refroidissement.

Je ne veux pas vous faire une grande conférence, je vous l'ai déjà dit. Je veux tout simplement, à partir de quelques faits, vous poser

autrement la question que vous m'avez posée au sujet du Québec; au sujet de la société dans laquelle nous sommes, que nous aimons, qui est apparemment un peu brisée en ce moment, qui n'arrive plus à faire travailler près de 1,000,000 de ses citoyens aptes au travail, qui a l'air d'avoir régressé dans un tas de secteurs, dans un tas de domaines. Donc, m'en tenir à quelques points, préférant plutôt discuter avec vous, répondre à vos questions, si vous en avez, après les quelques remarques que je vais faire tout de suite.

Première chose à dire sur le Québec et sur les Québécois, donc sur nous-mêmes: nous sommes les enfants privilégiés du monde. Se rappeler, se remémorer, malgré tous nos problèmes et toutes nos difficultés, qu'en termes du régime des libertés, du régime des sécurités de toutes natures, des biens, nous sommes les enfants privilégiés du monde.

Peu d'autres hommes dans le monde, peu d'autres sociétés, très peu, une fraction infime, ont à leur disposition l'ensemble des ressources qui sont les nôtres. Le régime des libertés: qui est une affaire majeure pour laquelle des hommes se battent partout. On m'a dit qu'il y a, dans cette maison, un endroit qui s'appelle Place Varsovie. Ce simple mot évoque bien ce que je veux dire par le régime des libertés. Des hommes, des femmes se battent pendant des décennies, génération après génération, pour tout simplement avoir le droit de dire ce qu'ils pensent. Pour pouvoir le dire sans restriction, sans nuance. Ce n'est pas marginal, ce n'est pas insignifiant. Et nous avons cette liberté.

Le régime des sécurités: nous sommes devenus très sensibles à cette question. Certes certaines sécurités sociales apparaissent bien minces en ce moment. Mais il faut faire un saut dans le passé, dans le domaine de l'Education, le domaine des Affaires sociales; il faut faire un saut vingt ans

en arrière au Québec. Les jeunes chômeurs de moins de trente ans n'avaient de statut d'aucune sorte. Surtout ne disposaient-ils pas des préoccupations importantes que beaucoup de gens dans la société ont envers ce groupe d'âge. Maintenant le régime de sécurité existe. On peut le critiquer, vouloir le réformer, on devra le réformer; mais c'est un régime de sécurité extrêmement important, extrêmement développé depuis vingt-cinq ans, auquel nous devons tenir et que nous devons avoir à l'esprit constamment quand on évalue cette société.

Enfin le régime des biens: nous produisons beaucoup de biens. Il y a une richesse commune; il y a de la production de richesses, un partage de la richesse. Un peu partout, dans plusieurs continents du monde, des hommes se battent pour que le partage soit plus équitable, la production des richesses plus diversifiée; ce qui est le cas chez nous.

En un sens, donc, il faut toujours le rappeler pour éviter de glisser trop loin dans cette fumeuse et sale idée qu'est la déprime, qui a apparemment, dit-on, gagné le Québec après le Référendum.

Ca prend peu de choses aux gens pour se déprimer, chez nous. En un sens, nos problèmes sont de beaux problèmes. Ce sont des problèmes; mais à l'échelle de tous les hommes et de toutes les femmes du monde, nos problèmes sont de beaux problèmes. J'allais dire ce sont des problèmes de riches, ce sont des problèmes de sociétés d'abondance et, sur le fond, je serais prêt à débattre avec n'importe qui d'entre vous et pendant longtemps. Malgré toutes ces difficultés dont nous allons parler, malgré les problèmes récents issus de la crise et ceux qui sont plus profonds dans la société, nous demeurons les enfants privilégiés du monde, avec une abondance de ressources humaines et institutionnelles de toutes natures qui fait l'envie de tous les hommes et de

toutes les femmes qui savent, partout dans le monde, que, quelque part, il y a autant de ressources accumulées, qu'il y a autant de ressources disponibles.

Ca rend donc la question que vous m'avez posée infiniment pertinente et infiniment provocante en même temps. Comment se fait-il que dans un tel régime des libertés, que dans un tel régime des sécurités et dans un tel régime des biens, on se pose la question: Sommes-nous en train de vivre dans une société qui se refroidit, qui n'a plus de vitalité ni d'ardeur, ou qui n'a de connexions que les connexions gérées et les connexions négociées serrées, comme on dit, et qui finalement n'a plus ce pouvoir extraordinaire de réaliser ce que Pierre Emmanuel appelle "phénomène extraordinaire, immense opération, orchestration infiniment complexe: être ensemble."

Le fait d'être une société, le fait que cet ensemble existe, qu'il nous faut y être attentif afin qu'il ne se relâche pas... que les liens ne se relâchent pas... Pierre Emmanuel ajoute; "Le plus grave désastre qui puisse menacer un peuple... (La première partie de la phrase, pour un nord-américain, résonne assez peu; pour un européen qui a connu les guerres, ça résonne un peu plus, mais c'est la dernière partie de la phrase que je veux nous servir à vous et à moi). "Le plus grave désastre qui puisse menacer un peuple, ce n'est pas l'anéantissement militaire, c'est l'indifférence de ses membres à la forme de son avenir."

L'indifférence de ses membres à la forme de son avenir. Est-ce que le Québec en est là? Je réponds pour ma part: Oui. Je pense personnellement, et je vais essayer de vous le démontrer, que nous sommes devenus indifférents à la forme sociale de notre avenir. Nous avons beaucoup investi dans la forme politique de notre avenir, c'est une chose. Et en cours de route, (de toute façon, c'est l'hypothèse

qui est mienne en ce moment), nous avons développé une invraisemblable indifférence à la forme de l'avenir social des citoyens, des hommes et des femmes, des jeunes dans cette société. Et je vais essayer de vous dire pourquoi je crois cela.

D'abord, comme je l'ai dit, nous avons beaucoup investi dans la forme politique de notre avenir. Croyant qu'il y avait là une clef qui nous permettrait éventuellement de résoudre quantité de problèmes (on pourrait en faire une longue liste) qui seraient nés historiquement de notre appartenance au Canada, des attitudes économiques, politiques du gouvernement canadien qui auraient avantage tel groupe plutôt que tel autre. Il y a du vrai dans ça, mais le vrai vrai, il est ailleurs.

Je veux vous donner deux exemples pour vous indiquer jusqu'à quel point le globalisme politique, les formes politiques ont finalement assez peu d'effets sur le comportement des individus. Et comment des gens qui ont souhaité longtemps un grand changement politique (je ne suis pas en train de vous dire qu'il ne faut pas de grands changements politiques, mais je pourrais vous dire qu'il y a moins là qu'on l'a dit chez nous pendant longtemps) apparaissent diminués quand il se produit enfin.

Les écrivains espagnols, sous Franco, ont tenu colloques après colloques, en dehors de l'Espagne évidemment, ou par petits groupes privés en Espagne, dont le thème pendant près d'un quart de siècle a été le suivant: "Que nous serons créateurs lorsque ce dictateur sera en train de purger pour l'éternité le châtement de ses crimes! Nous allons devenir créateurs!"

Ils se réunissent maintenant. Franco n'est plus là. L'Espagne est une démocratie socialiste apparemment très ouverte. Et il se disent: "Comment se fait-il que nous nous sommes fait croire pendant

vingt-cinq ans que nous allions enfin pouvoir "dire", que nous allions pouvoir...? La vraie question qu'ils se posaient est la suivante: "Est-ce que nous n'avons pas pendant longtemps cru expliquer, justifier manque de courage, paresse intellectuelle, indifférence à ce qui arrive dans d'autres sociétés par cette belle cause (et Dieu sait si c'en était une vraie) qui s'appelait: la dictature de Franco? Nous nous retrouvons après, disent-ils, à nous demander: Qu'est-ce qu'il faut dire? Nous ne le savons pas plus après qu'avant. Sauf que maintenant nous sommes engagés dans cette recherche et que nous aurions dû le faire bien longtemps avant."

Pierre Emmanuel, pour revenir à lui (vous m'en excuserez, on a le droit d'avoir ses amis, pas personnels, je ne le connais pas, mais ses amis intellectuels), Pierre Emmanuel fait la résistance. Il voit les tribunaux allemands. Et après la guerre, il se retrouve, à Lyon, membre d'un tribunal pour juger les collaborateurs. Pierre Emmanuel dit dans son autobiographie: "Comment se fait-il qu'après trois jours sur le banc, j'avais exactement les mêmes réflexes que les Allemands lorsqu'ils siégeaient? Comment se fait-il qu'après trois jours sur le banc, je suis un juge comme tous les juges, comme ceux que j'ai condamnés?"

Eh bien, en gros, si vous voyez exactement ce que je veux dire, la tentation du globalisme politique ou l'investissement dans des formules politiques m'apparaît à la fois nécessaire et limité. Il faut trouver ailleurs des raisons de croire, des raisons d'investir parce qu'on vivra ce qu'on a vécu ici: l'échec de ces formules politiques va créer la grisaille, le déprime; on va finir par croire que l'échec de ce projet politique ambitieux a pour conséquence de répandre l'échec partout.

Il faut opposer le refus le plus complet, même si on est tout à fait et ardemment "supporter"

d'une action politique qui a failli; il faut opposer le refus le plus complet, le plus total à cette aberration qui veut qu'une communauté humaine trouve tout son sens dans une formule politique plutôt que dans une autre. Elle trouve une partie de son sens dans une formule politique, mais pas tout son sens.

Autrement, comme je l'ai dit, c'est l'ombre de l'échec qui s'installe un peu partout. On a cherché à avoir la clef pour tout décoder, on ne l'a pas eue, on laisse tomber. C'est le prétexte aussi à l'analyse globale formelle, c'est une perte de contact avec les réalités. Quand j'ai dit tantôt "nous sommes devenus indifférents à la forme de notre avenir", je voulais dire que nous avons perdu contact, nous les Québécois, dans deux ou trois domaines que je vais identifier tout de suite, avec certaines réalités les plus exigeantes et les plus concrètes de notre avenir.

Première réalité, la plus exigeante et la plus concrète d'une société moderne industrialisée, nord-américaine: celle de l'économie. Pas parce que c'est une mode. En ce moment-ci, d'ailleurs, la mode est plutôt aux nouvelles technologies. Parce que, fondamentalement, cette richesse qu'on veut partager, cette justice sociale qu'on veut asseoir solidement, cette création culturelle qu'on veut la plus vive, la plus considérable possible, tout cela ne sera possible (et cela nous le savons assez et on le sait assez depuis deux ans et demi, n'est-ce pas?) que dans la mesure où l'économie permettra création de richesses, partage de richesses, investissement dans le secteur culturel, rayonnement pour les créateurs culturels. Où en sommes-nous dans nos discours sur l'économie au Québec? Qu'est-ce qui nous est arrivé? Vous allez dire: oui, on est très sensible, la crise nous a sensibilisés. Je veux bien admettre avec vous que la crise nous a sensibilisés. Le problème, c'est que l'économie du Québec s'était beaucoup détérioré bien avant la crise de 1981. Je voudrais vous donner

quelques exemples.

Je ne ferai pas une longue liste de statistiques, je vais vous en donner deux ou trois. Entre le Québec et l'Ontario, en 1971, la différence du taux de chômage était de 35%: 7,3% au Québec, 5.4% en Ontario. En 1971, on est bien avant la crise, on est plutôt dans une période assez intéressante au point de vue de l'expansion.

Avant la crise, juste avant la crise, cet écart était porté à 57%. De 35% en 1971, l'écart était porté à 57%: l'Ontario était à 6,4%, le Québec à 10,4%. Déjà, ce problème, simplement à ce niveau, est majeur. C'est évident. Mais s'il avait fallu que tous les Québécois - hommes, femmes aptes au travail - s'inscrivent vraiment; s'il fallait maintenant que tous les gens en âge de travailler participent à la main d'oeuvre, le taux de chômage au Québec serait plutôt de 20%.

Taux de chômage plus élevé depuis quinze ans. Et l'écart va toujours s'agrandissant. Et cela n'a rien à voir avec le P.Q. ou avec M. Bourrassa; c'est une tendance de longue durée et toutes les familles politiques ont été au pouvoir pendant cette période-là. Taux de chômage plus élevé au Québec, sur la longue durée (et ce qui est inquiétant, c'est qu'il continue à s'élargir par rapport au Canada et à l'Ontario) et taux d'activité plus faible.

Nous ne nous éloignons pas de notre question: sommes-nous sensibles à la forme de notre avenir? Ca n'a pas de sens, ce que je vais vous dire; et je vais le dire tout de suite. Ca n'a vraiment pas de sens que cela ne nous ait pas frappé depuis longtemps, qu'on n'ait pas entendu et qu'on n'ait pas ajusté les choses. L'emploi total, à Montréal, en 1971, représentait 97% de l'emploi total à Toronto. Dix ans plus tard (donc, je laisse toujours de côté la crise des deux dernières années,

puisqu'elles faussent tout), dix ans plus tard, de 97%, le taux a baissé à 76%. Il s'est créé 286 000 emplois à Montréal et 157 000 à Toronto. Et dans le cas de Toronto, dans le secteur privé, on a réussi à créer quatre fois plus d'emplois qu'à Montréal. Les emplois de Montréal étant surtout des emplois de services. S'il est faux de dire que nous sommes indifférents à la forme de notre avenir, et si on veut continuer le développement social et le partage et la création culturelle et que sais-je encore, eh bien, il va falloir se rendre compte que l'assiette de base, l'assise économique de base chez nous, a besoin d'être très fortement, très substantiellement consolidée. Autrement il n'y a aucun espoir que nous puissions intégrer les 620 000 et quelque Québécois aptes au travail et qui se cherchent du travail. Si on ajoute les 300 000 autres qui ne sont inscrits sur aucune liste, nulle part, il y a 1 000 000 de Québécois qui sont en dehors du circuit; et je ne compte pas les assistés sociaux non aptes au travail. J'ai l'impression qu'on fait des efforts maintenant; mais est-ce qu'on le fait à cause de la tendance sur la longue durée ou à cause de la massue qui nous est tombée sur la tête à l'occasion de la crise?

Priorité qui remonte à fort longtemps au Québec. Déjà dans les années Trente et dans les années Quarante, Edouard Montpetit, Minville et les autres l'ont rappelé sans arrêt: "L'illusion de la richesse créée chez nous, pouvait-on lire dans les années Trente, le désintérêt pour les réalités économiques." Presque cinquante ans plus tard, on peut se dire que cette formule-là a encore quelques éléments de vérité.

Sommes-nous attentifs à la forme de notre avenir? Eh bien, nous sommes ici dans une école. J'ai, avant de quitter Montréal, ramassé quelques statistiques concernant le milieu scolaire de Montréal. Après que je vous aurai donné ces chiffres-là, si vous me dites que tout ça,

finalement, ne prouve rien, nous ne parlons pas la même langue!

Vous savez que dans notre système scolaire réformé, les contrôles n'existent plus. Pas chez vous, je le sais bien. L'année dernière, à la C.E.C.M., en première secondaire, 60% des élèves ont subi un échec en biologie. 60%, c'est beaucoup de monde! 52% ont échoué en mathématique, 56% en géographie. Ils ont tous été promus! C'est inscrit dans le système.

20 septembre 1983. Ca ne fait pas longtemps... quelques semaines... La C.E.C.M. fait subir un test, dans 25 écoles, aux étudiants qui viennent d'arriver dans les classes de première secondaire pour vérifier s'ils ont les connaissances minimales pour ce niveau. Dans 23 de ces 25 écoles, on leur présente des examens de 6e primaire. Eh bien, la moyenne obtenue est en dessous de 50%. Dans deux de ces écoles, la moyenne excède légèrement 60%. "C'était comme ça, m'a-t-on dit ce matin au téléphone, l'année dernière et l'année d'avant et probablement l'année qui a précédé l'année d'avant. Vous savez, dans notre système, il y a des affaires qu'on ne comprend plus."

Le taux d'absence des professeurs à la C.E.C.M. au mois de septembre 1983 était de 20% plus élevé qu'au mois de septembre 1982. Et en octobre '83, il est encore plus élevé. Il y a sûrement un problème là. Je ne sais pas si vous réaliser ce que je suis en train de vous raconter. Sommes-nous indifférents à la forme de notre avenir? Moi, je me dis: quand une société qui investit X\$ par année dans un système scolaire, qui investit dans la formation des maîtres... et qu'avec 60% d'échecs en biologie, 50% d'échecs en mathématique, 56% en géographie, on a 95% de promotions, on n'est pas très attentifs à la forme de notre avenir.

Voilà des enfants qui ont douze ans, qui ont treize ans, qui sont traînés dans ce système-là depuis des années, qui vont continuer à être traînés dans un système irresponsable où tout le monde ment à tout le monde, systématiquement. Où les directeurs d'écoles disent au maîtres: Ça prend 68% de moyenne. Produis-moi une moyenne de 68%. Le directeur de l'école reçoit une moyenne qu'il sait très bien trafiquée, bâtie de toute pièce, qui n'est fondée sur aucune espèce de rendement réel; il l'envoie aux administrations scolaires locales ou régionales, qui savent très bien que ces chiffres-là n'ont aucune espèce de signification. C'est envoyé aux parents qui, eux, ne le savent pas trop, qui sont peut-être les seuls à être saisis par le mensonge. Tous ces chiffres sont placés dans tous les ordinateurs du M.E.Q. On a l'impression qu'un jour il y a un ordinateur qui va bloquer! C'est peut-être là qu'il y aura un élément de santé dans le système; il y a un ordinateur qui va renvoyer tout ça, qui va dire: ça n'a plus de bon sens! Mais en attendant qu'un ordinateur bloque, les étudiants ne bloquent pas. Je ne veux pas dire que les étudiants doivent bloquer. J'ai travaillé assez longtemps avec les étudiants pour savoir qu'on n'est pas là pour les bloquer.

Mais quand je me suis fait dire, ce matin, que l'année dernière, en première secondaire, pour les écoles de la C.E.C.M., il y a 35% des étudiants qui n'auraient pas dû être promus... je vous le dis, on est complètement indifférents à la forme de notre avenir.

Dans un troisième domaine (c'est parce que je veux faire plaisir à Nicole Painchaud que je vais aborder cela, bien rapidement, et pour me faire plaisir en même temps, parce que j'ai été longtemps à travailler en histoire), nous sommes un peuple qui nous souvenons! Nous sommes un peuple qui est très angoissé par son identité culturelle. Nous sommes un peuple sur lequel on écrit des livres blancs...

blanc, blanc, sur la régénérescence culturelle, et tout... Nous avons un Ministère des Affaires culturelles depuis vingt-deux ans. Pour nous, la culture c'est quelque chose d'important, de central.

Allez donc aux Archives nationales du Québec essayer de consulter les papiers des premiers ministres du Québec, de tous ceux qui ont occupé le pouvoir depuis cinquante ans. Pas un seul fond d'archives! Je peux vous dire que l'Ile-du-Prince-Edouard ne traite pas son histoire comme ça.

Vous voulez consulter les papiers de Taschereau? On les a envoyés à Ottawa. Les papiers de Duplessis? Les amis de Duplessis ont trié ça à Trois-Rivières. Ce n'est pas les Archives nationales, ça. Les papiers de Sauvé? Ils ont été brûlés. Papiers de Barette? Quand M. Barette est mort, ses enfants se sont réunis, ils se sont partagés entre eux les photos autographiées par les personnages célèbres que leur père avait connus et ils ont envoyé le reste à l'incinérateur de la ville de Joliette. M. Lesage? Il n'y a pas un "fond" des papiers Jean Lesage. M. Johnson? Ses papiers sont entre les mains des membres de sa famille. Ils n'ont pas été détruits. Par chance. Il n'y a pas de papiers Bertrand, ni de papiers Bourassa. Y aura-t-il des papiers René Lévesque?

On a eu trois lois des Archives en quinze ans. Inopérantes dans les trois cas. Il y a des limites pour se moquer du monde! Pour nous faire croire qu'on définit des politiques, ou des grandes affaires... C'est quand même majeur ce qu'on est en train de se dire. Des pièces aussi importantes que ça, les papiers de ceux qui ont été à la direction des affaires du Québec pendant un demi-siècle ont servi à polluer la ville de Joliette... ou Dieu sait quoi! Sommes-nous donc indifférents à la forme de notre avenir? Je réponds que sur le plan de l'économie, nous l'avons été, comme sur le plan de

l'école, comme sur le plan des affaires culturelles.

Voici un autre exemple. Il circule dans l'air en ce moment, un oiseau incroyable: on va salarier les bénévoles! Il faudra retourner au dictionnaire et inventer un autre mot... J'étais l'autre jour à Chicoutimi. Quelqu'un me dit: "Vous savez, je gère un secrétariat de bénévoles; plus de tant de bénévoles, une grosse machine. Eh bien, il mènent maintenant une bataille, et ils vont la gagner. Pourquoi des bénévoles ne seraient-ils pas des salariés?" Et étant des salariés, bénévoles-salariés-syndiqués ça pourraient se concevoir! Et on laisse passer ça!

Mais l'exemple de l'école est encore pour moi le plus important. Sautons de nos secteurs économiques et autres pour aller peut-être davantage au coeur de la question. Est-ce que, dans cette société, oui ou non, nous "débattons"? Est-ce que les débats existent vraiment? Pas les débats entre les appareils politiques: ceux-là vont durer même quand on n'a rien à dire; ça fait partie de leur rythme nécessaire. Pas les débats entre les grands appareils syndicaux et les gouvernements: il n'y a rien de plus prévisible qu'un communiqué de presse de la C.S.N. ou du Conseil du Patronat. C'est rare que ces gens-là nous étonnent absolument. Parfois ils découvrent un adjectif qu'ils n'avaient pas utilisé depuis cinq ans. Mais ils nous étonnent assez rarement. On peut toujours à peu près prévoir ce qu'ils vont dire...

Ce qui est plus inquiétant cependant, c'est qu'on s'est contenté, dans un tas de dossiers, de réponses toutes faites. On a été d'une pauvreté intellectuelle tragique ces dernières années. Pourquoi ne pose-t-on pas la question de ces étudiants qu'on est en train d'abrutir dans le système scolaire en leur faisant croire qu'ils accumulent des connaissances? Parce que les

professeurs ne veulent pas être évalués. Et pourquoi ne pose-t-on pas la question de l'évaluation des professeurs? Parce que les syndicats ne tolèrent pas qu'on pose cette question. Et pourquoi les hommes politiques ne posent-ils pas cette question? Parce que cela fait partie d'une négociation, que bref... on va y venir, nous dit-on; attendez-nous. Installez-vous au coin de la rue: en l'an 2040 on va peut-être passer.

Il y a un débat fondamental à faire sur le système scolaire au Québec, en ce moment. Sur ce qui est en train de se vivre là. Pas pour donner tort aux professeurs; je n'ai pas envie de donner tort à qui que se soit; j'ai envie qu'on redresse des choses qui n'ont pas de sens. Peut-être les syndicats ont-ils raison? Peut-être que certains étudiants qui passent de sixième année primaire en première secondaire devraient faire une année intermédiaire et qu'il faudrait des professeurs pour leur enseigner pendant cette année-là afin qu'ils fassent leur rattrapage. Je ne le sais pas.

En tout cas, ne posez pas cette question-là dans les milieux syndicaux! On est au courant de ça plus que tout le monde puisqu'on est les excutants de cette tromperie continue. Ne posez pas ça non plus au Ministère de l'Éducation qui va vous répondre: vous savez, c'est complexe. C'est très complexe! Il y a un comité qui a reçu un mémoire; ce mémoire faisait suite d'ailleurs à des travaux... et là vous entrez dans un labyrinthe invraisemblable. Après dix minutes, vous vous dites: c'était quoi la première question? De quoi on parlait quand on a commencé de se parler?

Ils le savent au Ministère de l'Éducation. Il y a même des gens qui sont inquiets, au Ministère, de ce qui se passe. Le problème, c'est qu'ils sont inquiets depuis quinze ans. Ils ont du moins la franchise de le dire.

La police de Montréal arrête je ne sais plus combien d'enfants dans le Métro. On se demande: qu'est-ce qu'ils font là, ces enfants-là, à treize ans, dans le Métro? Pourquoi ne sont-ils pas dans les écoles? Il n'est pas sûr que j'aurais envie d'être dans les écoles, dans certaines écoles de Montréal, en ce moment. 25% d'absentéisme des professeurs réguliers au mois d'octobre! C'est un problème. Il y a une grippe de type pédagogique, venue de Dieu sait où, et qui atteint ce monde-là. En tout cas, certainement, il y aurait un débat à faire sur l'école. C'est clair. Personne ne le fait. Les média, pas beaucoup plus que les autres; connectés comme ils le sont, les média, à des sources privilégiés, ils devraient parler de ça.

Société amaigrie? Moi, ce qui me frappe, c'est que tous les lieux de débats volontaires, les associations volontaires, ont disparu ces dernières années pour laisser la place à des comités consultatifs, à des commissions. Je le sais, je les ai vus passer: j'étais à la ligue des droits de l'Homme; un bon matin le gouvernement de M. Bourassa a syphoné tous nos permanents et a créé la Commission des Droits de la Personne. Il est venu syphoner notre Comité de Protection de l'Enfance pour créer son Comité de Protection de la Jeunesse. Tous ces gens-là sont maintenant sous serment d'office pour trois ans, pour cinq ans. Ce qui fait que, par intérêt corporatiste, ou par serment d'office ou en raison de statut de demi-fonctionnaire, de consultant, etc., des questions importantes, fondamentales, ne sont pas débattues. Et on laisse passer toutes sortes de trucs incroyables, je l'ai mentionné tantôt, qui intellectuellement ne nous font pas honneur. Quand quelqu'un nous dit, par exemple: "Vous savez, les sièges sociaux qui partent de Montréal; trois qui partent, deux qui reviennent... bof! c'est le mouvement vers l'Ouest. Tout le monde s'en est allé vers l'Ouest ces dernières années. Aux

Etats-Unis, tout le monde a déménagé, l'Est s'est vidé. Au Canada, c'est la même chose. La loi 101, ça n'a pas d'effet. Ça fait grincer des choses, mais vous savez bien que les investisseurs sont des gens sérieux qui vont quelque part lorsque ça sert leurs intérêts."

"La fiscalité? Ouais, là il faut faire quelque chose. A 14% de plus qu'en Ontario, on a un problème sur les bras. Cependant, il y a des avantages énormes!" Chez nous, disait M. Parizeau, les gens paient peut-être un peu plus d'impôts, mais il y a toutes sortes de formules qui leur permettent d'ajuster finalement les choses s'ils veulent bien les utiliser, mais ça c'est une autre affaire, ou s'ils ont de l'argent pour les utiliser, mais c'est encore une autre affaire. Et on passe, on passe, on passe... jusqu'au moment où il y a un million de Québécois qui sont en dehors de l'emploi et qui voudraient travailler.

Peut-être que leurs réponses, celles de M. Parizeau et celles des autres, sont bonnes. Qui sont les esprits indépendants qui ne sont pas connectés sur des bandes de réflexes prévisibles et qui nous rendraient les service d'examiner les choses au mérite? Le Board of Trade de Montréal n'est pas fiable sur la loi 101. M. Laurin n'est pas fiable sur le loi 101. M. Godin non plus.

J'ai vu, le printemps dernier, des gens sur des brancards, dans les rues de Montréal, et qui protestaient parce qu'ils avaient été sortis de leurs institutions à l'occasion de la grève du Front commun. Bof! à tous les deux ans, on va les voir passer...

Savez-vous pourquoi il y a très peu de débats? Il y a une raison très simple à cela. C'est parce qu'il y a des gens, chez nous, qui ont accumulé une quantité invraisemblable de privilèges. Je vais

vous donner un exemple que je tire du milieu dont je viens, qui est le milieu universitaire. Un professeur a un problème à l'université. Il va voir son syndicat, il pose un grief. C'est tout à fait son droit. Premièrement, il s'adresse à la Fédération des Professeurs d'Université qui réunit son comité des libertés universitaires en même temps que le syndicat travaille le grief; tout ça est concurrent. Le comité des libertés s'épuise à essayer de comprendre ce qui s'est passé. Il envoie son dossier à la Commission des Droits de la Personne. Commissaire à la Commission des Droits de la Personne en même temps que j'étais Président de la Fédération des Professeurs d'Université, j'ai vu des dossiers du même professeur à trois ou quatre instances en même temps. Il y a des gens qui ont plus de recours que d'autres! Il y a même des gens qui ont beaucoup de recours. Cela coûte très cher. Ces gens-là n'ont pas trop intérêt à remettre les choses en question. Ils sont du bon bord, comme on dit.

Des débats, il y en a. Je ne veux pas vous dire qu'il n'y en a pas dans notre société. Il y en a. Mais je dis qu'il y a de moins en moins de lieux où les débats ne sont pas simplement le rappel d'une série de réflexes.

Ce matin, LE DEVOIR avait en manchette le fait que la Société des Alcools donnerait éventuellement en franchise ses magasins. J'ai observé, à la radio, aujourd'hui un phénomène absolument étonnant: on était contre, on était pour, parce qu'il s'agissait de privatisation ou de non-privatisation. Et s'il y avait un problème particulier qui s'appelle la Société des Alcools, assez complexe; qu'il convient d'examiner? Peut-être qu'il ne faut pas la privatiser? Mais il n'est pas vrai que, dans les deux heures qui ont suivi la publication de cette manchette-là, on avait fait le tour du dossier au point où on pouvait trancher...

Le débat ne se faisait pas sur le mérite d'un dossier qui, d'ailleurs, malheureusement, n'avait pas été rendu complètement public, qu'il avait fallu arracher, mais se faisait sur la notion de privatisation et de non-privatisation. On est connecté, comme je le disais, sur des réflexes.

Pierre Emmanuel, pour revenir à lui en terminant, dit: "Etre ensemble, ça veut dire deux choses. Ca peut être un système extraordinaire de coercition où il n'y a plus de mobilité, où chacun des groupes est à la limite de la tension avec les autres; un beau système de coercition où on ne parle des autres que pour les attaquer", ajoute-t-il. C'est intéressant comme formule.

J'appelle système de coercition le système scolaire qu'on a décrit tantôt; sûrement. J'appelle système de coercition, un état qui est incapable d'assurer ce qu'on assure un peu partout dans le monde, dans les sociétés civilisées: des services entiers de santé, de sécurité psychologique et de sécurité physique aux citoyens qui sont malades physiquement ou malades psychologiquement.

J'appelle système de coercition, une série de réponses, tout aussi prévisibles les unes que les autres, qui nous font croire finalement que tel mouvement économique et tel déplacement des choses est explicable, compréhensible et n'a pas tout à fait de conséquences pour des centaines de milliers de personnes pour trouver un emploi au Québec depuis 1970, un emploi à plein temps. Chercher un emploi, on ne s'amuse pas avec ça. Moi, j'ai un emploi. Vous avez un emploi. Ca ne nous inquiète pas. Sauf que récemment on a vu des gens autour de nous avoir quelques problèmes et des problèmes sérieux. Il y a des gens qui sont dans cette situation-là depuis très longtemps. Bien avant la crise de 1981-82.

"Un système de coercition... ou un système

de relations". Eh bien, est-ce que le Québec est en train de se refroidir, oui ou non? Je pense que la réponse, c'est oui et non. Une société ne se refroidit pas totalement. Il y a des groupes en elle qui réagissent, il y a des groupes en elle qui cherchent, qui trouvent, d'ailleurs, des formules. Combien d'entre nous, soyons francs, ont tout exigé de l'Etat sans avoir aucune foi en lui? Beaucoup, beaucoup de gens. Combien d'entre nous sont en train de faire le passage, de se dire: cet Etat-là, on en a besoin; il n'est pas question de le démembrer, il n'est pas question, non plus, de le dégraisser. Ce serait ridicule de dégraisser un Etat. Il est question de le réformer, ce n'est pas pareil. Ce n'est pas parce qu'on va enlever 1200 employés ici, 850 là que la qualité des services va soudainement augmenter; on pourrait même penser le contraire dans certains cas.

Il ne s'agit pas simplement de dégraisser l'Etat, il s'agit de le réformer. Ca veut dire quoi, "réformer l'Etat"? Ca veut dire la même chose que quand vous vous posez la question au sujet de vous-même. Ca doit vous arriver! Ca m'arrive. Vous savez, on se fait des reproches: pourquoi j'ai eu tel comportement? Je n'aurais pas dû agir de cette manière. La réforme, c'est d'essayer de ramener les gens, de ramener les systèmes vers les besoins, vers les usagers; peut-être que le salut, si on peut parler de salut, il est là. La grande réforme qui doit venir d'en haut et qui va faire que tout le monde va être fonctionnel de la bonne manière et tous en même temps, ça pourrait être long! On pourrait même peut-être ne jamais voir ça, personne!

Mais la réforme qui se vit dans certains endroits, dans certains groupes, soit de la fonction publique, soit du para-public; la réforme qui se vit par des gens qui se disent: Qu'est-ce qu'on peut faire dans notre milieu, le seul qu'on connaît, celui dans lequel on est vraiment forcé d'être, où on

accepte d'être, où on veut être, où on veut être efficace, productif? Comment est-ce qu'on peut réaménager cela tout en respectant ce qui se dit à Québec? Je pense que c'est là qu'est la formule: que les noyaux se refassent; des noyaux qui refusent le refroidissement en quelque sorte. Qu'est-ce qu'on peut faire dans les milieux réels où on se trouve, en ce moment-ci?

Il y a beaucoup de gens au Québec, fort heureusement, qui se disent; le chantage réciproque, on a assez vu ça. On en a soupé. On en a assez de mener des guerres à tous les deux ans, de faire tourner les machines à faux pendant "X" temps. Est-ce qu'on n'est pas là aussi pour faire autre chose? Et ça nous ramène toujours à la même évidence: la société n'est pas plus que ce que chacun des individus est; à cette obligation extraordinaire aussi de s'assurer que les plus jeunes ne sont pas simplement des êtres qui ont accumulé des tas de connaissances mais qui auront accumulé en même temps les intérêts fantastiques du système scolaire: connaissance et expérience pour pouvoir être des personnes qui ne se laissent pas manipuler, des personnes qui tirent d'elles-mêmes leurs motivations plutôt que de subir toutes les pressions qui peuvent venir de l'extérieur.

Je ne suis pas pessimiste de nature. Je pense que nos chances sont bonnes. Je pense cependant que nous ne devons pas refuser de nous dire la vérité, comme elle est. Indifférents, nous le sommes partiellement à la forme de notre avenir. Vous me direz: C'est injuste parce qu'on aurait pu prendre d'autres exemples qui auraient fait la preuve que nous ne sommes pas aussi absolument indifférents que j'ai pu le laisser entendre. Je ne pense pas que nous le soyons absolument.

Cependant je me dis qu'il y a toutes sortes de tentations chez nous qu'il faut évacuer et vite.

La tentation corporatiste; on en a suffisamment entendu parler, je n'y reviendrai pas. L'espèce de tentation aussi (il n'y aura pas de mots pour décrire ça), l'espèce de mollesse totalitaire, vous savez bien, qui redéfinit cinq fois en deux ans le suffrage universel pour une réforme scolaire bidon. La tentation anarchique et sauvage qui est dans la grève dans les services de santé. La tentation rationnelle, extraordinairement puissante.

Je vais terminer là-dessus en vous donnant un exemple. On vient d'élargir la protection des droits et libertés des Québécois en confiant à la Commission des Droits de la Personne un mandat considérablement accru. Toute personne de bonne foi devra applaudir à une mesure aussi progressiste. Moi, le premier, je m'en réjouis beaucoup. Je m'en réjouirais davantage si, à ce schéma rationnel qui veut que, de fait, on élargisse la protection des droits, on avait ajouté aussi à la Commission un permanent de plus. Ne serait-ce qu'un. C'est quatre-vingts, peut-être, dont elle aurait besoin pour gérer les programmes d'action positive, par exemple.

Voici une commission importante, qui existe sur la rue Saint-Jacques, à Montréal et qui existe ici, à Québec, où il y a un tout petit bureau avec quatre personnes: deux permanents et deux secrétaires. Qui n'existe dans aucune région du Québec. Qui n'a aucun bureau dans aucune région du Québec! Et ce gouvernement, le gouvernement du Québec, a des bureaux partout à travers le Québec. Première étape logique: on aurait pu croire qu'on aurait assuré à tous les Québécois un accès égal à la protection des droits en ouvrant des bureaux modestes dans chacune des régions. Pas du tout.

Tentation rationnelle! La rationalité poussée à l'extrême: il y avait des chartes plus généreuses que la nôtre; il y avait des

développements à faire; on élargit considérablement. Il y a une espèce de tentation rationnelle qui nous fait aller de plus en plus loin sans nous rendre compte que ça prend quatorze mois à un plaignant, actuellement, à la Commission des Droits de la Personne avant de recevoir une réponse. Et nous parlons ici de situations d'urgence. J'en ai assez vu de leurs dossiers pour l'affirmer, sans hésitation. Une personne qui frappe à la Commission, c'est une personne qui est objet ou sujet d'un déni de droits dans 80% des cas dans le monde du travail. Quatorze mois après, il est trop tard. Quatorze jours après, il est déjà tard! Alors... élargir la protection, on ne peut pas être contre ça, mais...

Nos chances de ne pas refroidir logent dans la responsabilité intellectuelle. Pour moi, en ce moment, telle est la plus grande faiblesse du Québec.

Je vous remercie.

Les Cahiers de Cap-Rouge
Campus Notre-Dame-de-Foy
5000, St-Félix, Cap-Rouge
G0A 1K0



ISSN 0227-2827